

**MAIRIE DE JAUNAY-MARIGNY**  
**ARRETE N° 2026-092**  
**PORTANT TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT DE GRADE**

Le Maire de Jaunay-Marigny,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu les statuts particuliers des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu la situation des fonctionnaires territoriaux de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la délibération n°033-2017 en date du 30-01-2017 et la délibération n° 089-2018 du 26-04-2018 portant détermination des ratios promus/promouvables après avis du Comité Social Territorial en date du 30-05-2017,

Vu l'arrêté n° 353-2020 en date du 16-12-2020 établissant les Lignes Directrices de Gestion applicables à compter du 01-01-2021 pour une durée de 6 ans.,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le tableau annuel d'avancement de grade au titre de l'année 2026 est établi comme suit :

**Avancement au grade de ATTACHE PRINCIPAL**

N°	NOM et Prénom	Homme ou Femme	Grade actuel	(le cas échéant) Date de l'examen professionnel	Date d'effet de l'avancement
1	<b>BOSSOUTROT ISABELLE</b>	F	Attaché territorial	..../..../..	<b>01/07/2026.</b>
2				..../..../..	
3	.....	.....	.....	..../..../..	..../..../..
4	.....	.....	.....	..../..../..	..../..../..

**Part respective des femmes et des hommes** (mention obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021)

Effectif considéré	Répartition	
	Hommes	Femmes
Effectif du grade d'origine	0	1
Agents du grade d'origine « promouvables »	0	1
Agents inscrits au présent tableau d'avancement	0	1
Effectif du grade d'avancement	0	1

**ARTICLE 2** : Le présent tableau d'avancement sera transmis au Centre de Gestion de la Vienne qui en assurera la publicité conformément aux dispositions de l'article L522.26 du Code Général de la Fonction Publique.

Fait à Jaunay-Marigny le 21/04/2026,  
Le Maire,  
Jérôme NEVEUX



L'autorité territoriale :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers ou par l'application Internet Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.